

Québec solidaire : Anti-libéraux ou antilibéral ?

La tentation de l'étapisme: avec le PQ pour la proportionnelle !

Les feux de la rampe chez les Solidaires se braquent presque exclusivement sur la question de l'accord/entente avec le PQ au point d'en annexer la course à trois pour le porte-parole homme et de faire oublier que le congrès de la fin mai doit porter principalement sur la dernière partie du programme. Chacun des candidats a porté son choix sur une des trois options proposées¹ soit l'option 'non' (Sylvain Lafrenière), celle pour le 'oui' (Jean-François Lessard) qu'appuient Amir Khadir et Andrés Fonticella, et le 'nouï' (Gabriel Nadeau-Dubois - GND) pendant qu'hésite Manon Massé tiraillé par son pragmatisme à court terme². Pourtant, jusqu'ici, on n'entend pas ou peu dans le parti que le PQ néolibéral-pétrolier-identitaire ne soit moins pire que les Libéraux. Alors pourquoi cette main tendue ?

La transformation de Gabriel Nadeau-Dubois

« *Parce que les gens nous le demandent* » d'affirmer, le 23 avril, GND prenant bien soin dans sa réponse à cette assemblée réservée aux membres d'apparaître ouvert à toutes les options. Pourtant, la même fin de semaine, il affirme publiquement que « *[I]a conclusion d'alliances électorales entre Québec solidaire et le Parti québécois est non seulement "possible", mais "souhaitable"* »³. Et pourquoi pas, en passant, faire la leçon à la militance du parti qui a bâti le parti, programme et organisation, qui « "confondr[ait] enracinement militant et corporatisme" ». Voilà bien à l'œuvre le centrisme électoraliste qui s'adapte à l'opinion publique nationaliste et sociale-libérale du « *débarrassez-nous des Libéraux* » du journal Le Devoir.

Le succès GND à tant provoquer une hausse remarquable des membres et de l'électorat de Québec solidaire que le déchaînement des commentateurs et politiciens de droite. Ces succès proviennent de son identification au Printemps érable époque pendant laquelle GND a parfois tenu un langage de classe... ce qu'il a su prolongé par son allusion aux « *traîtres* » des derniers 30 ans. Il y a là une confusion des genres par rapport à son discours actuel et à ses prises de position dans l'actuelle course pour le poste de porte-parole masculin de Québec solidaire :

*GND explique qu'il a changé depuis. "J'étais très bon pour dire ce que je ne voulais pas. Je suis meilleur aujourd'hui pour dire ce que je veux", a-t-il dit à Guy A. Lepage sur le plateau de Tout le monde en parle. "Je ne renie pas mon engagement dans le mouvement étudiant. Mais oui j'ai changé. J'ai pris de la maturité", a-t-il ajouté. [... Il dit] s'inspirer de Bernie Sanders... non pas pour son message politique et son contenu, mais pour son utilisation des nouvelles formes de militantisme à l'aide des nouvelles technologies médiatiques*⁴.

Le Devoir à fond derrière le « sauveur suprême »

Car avec la venue de GND, finie la marginalité médiatique et la condescendance pour le parti des pauvres. Le chroniqueur attiré qui mène la charge l'affirme tout de go : « *[I]e débat sur la "convergence" sera au centre de l'attention médiatique au prochain congrès de Québec solidaire [...]* Selon [Gabriel Nadeau-Dubois], *QS ne doit plus se contenter d'être la "conscience morale" de l'Assemblée nationale. Il lui faut devenir une "alternative crédible" [...]* ce *[qui] n'est pas le cas actuellement.* » Selon lui, on doit effacer du programme que « *Québec solidaire vise, à long terme, la socialisation des activités économiques* » quitte à seulement laisser « *une certaine place* » aux PME. Idem pour « *placer l'industrie minière sous contrôle public [participation majoritaire de l'État], incluant au besoin la nationalisation complète* ». La rente des ressources naturelles aux transnationales de sous-entendre le chroniqueur ! Pour lui, le néolibéralisme à la

1 Marc Bonhomme, [Les 3 options de la direction Solidaire concernant l'entente avec le PQ](#), Presse-toi-à-gauche, 5/04/17

2 Marco Bélair-Cirino, [Convergence: Manon Massé ignore à quelle enseigne loger](#), Le Devoir, 29/04/17

3 Marco Bélair-Cirino, [Nadeau-Dubois souhaite des alliances stratégiques avec le PQ](#), Le Devoir, 22/04/17

4 Julien Arseneau, [GND se joint à Québec solidaire : et maintenant?](#), La Riposte, 20/03/17

sauce québécoise, « moins débridé au Québec qu'au pays de Donald Trump » est un cadre obligé.

Solennel avertissement final du duo Le Devoir-GND :

Depuis sa fondation, QS est demeuré un parti marginal, dont la visibilité a été bien supérieure à son poids réel. Ses adversaires n'ont pas senti la nécessité de critiquer sérieusement ses orientations. Sa présence à l'Assemblée nationale était même la bienvenue, dans la mesure où elle démontrait que le système était en mesure de donner une voix aux moins favorisés de la société, ce qui est préférable au fait de les voir descendre dans la rue. Si la récente poussée de QS dans les sondages se révèle durable et que de nouvelles candidatures prometteuses viennent s'ajouter à celle de M. Nadeau-Dubois, on découvrira soudainement les terribles choses que contient son programme.⁵

Le PQ, promoteur du néolibéralisme identitaire devenu autonomiste

Ce chemin aboutit à un gouvernement péquiste tout aussi néolibéral que celui des Libéraux y compris durant l'intermède 2012-2014 des 15 ans de leur règne toujours en cour. À moins de penser que, lors du Printemps érable, le carré rouge opportuniste arboré momentanément par la future Première ministre péquiste, ce qui fut suivi par la concession du gel indexé des frais de scolarité, un recul par rapport au statu quo, et du rappel de loi répressive provinciale mais non des règlements municipaux tout aussi répressifs ne fut pas autre chose qu'une concession à la combativité étudiante et à celle populaire des casseroles.

À la place des Libéraux, le PQ aurait-il agi autrement ? Le PQ de René Lévesque osa la coupure salariale de 20% de 1982⁶, une première néolibérale canadienne. À la fin des années 80, avec Bernard Landry à l'avant-garde, il fit la promotion du libre-échange⁷. Le PQ de Jacques Parizeau accoucha du premier budget de coupures drastiques en 1995⁸, avant même le référendum de la même année. Puis ce fut le PQ de Lucien Bouchard avec sa politique du déficit zéro qui inaugura la mère des démolitions des services publics, amas de ruines qui hissa Jean Charest sur le trône. La triste saga s'acheva avec l'identitarisme de la Charte des valeurs du gouvernement Marois qui pava la voie au retour des Libéraux de Couillard. Et voilà que le nouveau chef, après l'intermède du milliardaire anti-syndical notoire, renonce à l'indépendance avant les Calendes grecques.

L'étapisme à la Solidaire

C'est ce concret historique néolibéral identitaire et autonomiste que n'ose pas étaler le candidat du 'non' se contentant de dénoncer *sotto voce* un néolibéralisme abstrait, même s'il est lui-même paradoxalement riche des mille et un exemples concrets puisés à même sa vaste expérience de militant dans les groupes populaires. Cette claire mais timide dénonciation ne fait pas le poids devant la finesse politicienne de l'ancien porte-parole de la CLASSE posant la nécessité du dialogue qu'il ne faut pas être le premier à rompre et la verve du candidat du 'oui' riche de son expérience de chansonnier de gauche. Comment alors convaincre, à l'encontre du dogme anti-Libéraux qui s'incrute, qu'un gouvernement libéral ou du PQ c'est bonnet rouge ou bleu bonnet ?

Pour faire passer l'amère pilule, le candidat-chansonnier renoue avec la mélodie de l'étapisme péquiste à la sauce Solidaire : une entente pour qu'un gouvernement péquiste appuyé par les Solidaires détenant la balance du pouvoir, ce qui n'est pas sans risque, vote une loi imposant la proportionnelle compensatoire à temps pour l'élection de 2022, le tout agrémenté de quelques autres points d'accord. Comme on pouvait s'en douter, cette tactique rejoint une proposition similaire de la gauche péquiste qui propose de l'enrober dans l'« *opposition à Énergie-Est* »⁹. Pour

5 Michel David, [Le prix de la crédibilité](#), Le Devoir, 25/04/17

6 École de relations industrielles – Université de Montréal, [1982-83 — Imposition par décret gouvernemental des conditions de travail des employés des secteurs public et parapublic](#), Ligne du temps

7 Jacques B. Gélinas, [Le PQ et le reniement social-démocrate](#), A Bâbord, avril 2003

8 Francis Vaillès, [L'austérité de 1995 et de 2015](#), La Presse, 14/04/15

9 Pierre-Alain Cotnoir, [QS-PQ : une entente en deux points?](#). L'Aut'Journal, 5/04/17

que se réalise ce scénario impliquant un montage complexe de répartition de comtés aux dépens des Libéraux et de la CAQ, personne ne semble se soucier que le PQ une fois au pouvoir n'ait jamais mis en œuvre la proportionnelle alors qu'elle a longtemps été à son programme ni qu'il a toujours favorisé le développement des hydrocarbures.

Quand le moralisme se substitue à la politique

Une thématique qu'il ne faudrait pas s'étonner de voir surgir comme colle d'une entente anti-Libéraux serait celle de la lutte contre la corruption dans laquelle les Libéraux de Couillard semble autant baigné que ceux de Charest¹⁰ sans compter leurs scandales sexistes¹¹ et l'éthique élastique du Premier ministre¹². Ce serait d'abord oublier un peu vite les faiblesses péquistes à cet égard¹³. Mais ce serait surtout tomber dans le piège des grands fronts moralistes de type anti-Berlusconi en Italie, ce qui tente la gent politique progressiste étasunienne contre Trump. Cette supposée stratégie a au final complètement marginalisé la gauche de la gauche italienne et définitivement néo-libéralisé la vieille gauche¹⁴.

Cette tentation est d'autant plus grande que le capitalisme néolibéral est devenu une norme qui paraît indépassable y compris pour la majorité de la gauche. Elle cherche alors à se démarquer du côté de la politique des mœurs (et à réduire les rapports sociaux à une affaire morale). Cette évacuation du politique permet l'unité avec la droite dite progressiste ou simplement dite normale contre les individus ou partis ouvertement vicieux ou jugés immoraux. En résulte un « front populaire » où la gauche, partenaire mineur même quand elle est majoritaire car elle s'adapte à la norme néolibérale pour garder son partenaire à bord, disparaît politiquement, démobilisant sa base.

Cette tentation de front contre la corruption et l'immoralisme est inhérent au capitalisme. La corruption suppure du capitalisme particulièrement en temps de crise/stagnation économique car la réduction du pouvoir d'achat populaire amène l'entreprise à se tourner vers le gouvernement pour obtenir contrats et privatisations garanties par l'État (ex. PPP). En découle immanquablement une poussée corruptrice dont les politiciens habiles savent profiter en jouant la fibre morale populaire... jusqu'à ce cynisme de la vertu en vienne à écœurer le peuple honnête le portant à se retourner par dépit vers les cyniques du vice qui ont l'avantage du franc parler.

L'anti-corruption : catalyseur des fronts populaires à la québécoise tassant la gauche

La lutte contre la corruption fut le catalyseur de la conquête de la majorité parlementaire par l'Union nationale (UN). Le Parti conservateur de Duplessis avait conclu un pacte électoral avec l'Action libérale nationale (ALN), scission nationaliste-progressiste des Libéraux. Ce pacte réduisit ces derniers, qui étaient au gouvernement depuis 1896, à une minorité gouvernementale lors de l'élection de 1935 grâce à l'ALN qui avait fait élire plus de députés que le Parti conservateur devenu UN. Puis ce fut la fusion de l'ALN avec l'UN sous l'égide du « cheuf ». Propulsé par « *l'enquête sur les comptes publics [...] révé[ant] certains abus du gouvernement* »¹⁵ l'UN conquiert la majorité en 1936... et Duplessis tint à l'écart des ministères clefs les anciens de l'ALN qui ont démissionné¹⁶. Puis ce sera la « grande noirceur » jusqu'en 1960 sauf durant la Deuxième guerre.

10 Marco Bélair-Cirino et Michèle Sioui, [Dure journée pour le PLQ](#), Le Devoir, 28/04/17

11 Marie-Michèle Sioui, [Le caucus libéral décidera du sort de Pierre Paradis](#), Le Devoir, 27/04/17

12 Radio-Canada, [Qui est Philippe Couillard ?](#), 18/03/13

13 Patrice Bergeron, [Le PQ rembourse 130 000\\$ en dons électoraux illégaux](#), Le Devoir, 25/04/17

14 David Broder, [Being Anti-Trump Isn't Enough – The US left and some lessons from Berlusconi](#), Jacobin par ESSF, 28/03/17

15 Équipe du Boréal Express sous la direction de Denis Vaugeois et Jacques Lacoursière, Canada-Québec, Synthèse historique, Édition du Renouveau pédagogique, Montréal, 1978, page 513

16 Jacques B. Gélinas, [Comment l'Action libérale nationale \(ALN\) de Paul Gouin s'est fait récupérer par Duplessis](#), À Bâbord, 11/04

Quinze ans plus tard, un climat d'intenses luttes de classe, dont le summum fut le Front commun historique de 1972, et de déchirantes luttes linguistiques, résultant dans l'ambiguë loi 22, provoquent un enlèvement de la « Révolution tranquille » alors que la crise économique 1974-75¹⁷ marque la fin des « trente glorieuses ». Dans ce contexte de crises économique, sociale et politique où le PQ est en voie de remplacer l'UN, le « régime [gouvernement libéral Bourassa] arrive mal à contrer les rumeurs de corruption et de maladministration... »¹⁸ au point que le gouvernement est contraint de mettre sur pied « [u]ne autre commission d'enquête, la CECO, [qui] s'attaque au crime organisé... »¹⁹ Profitant du pétrin dans lequel s'enfoncent les Libéraux, le PQ conquiert la majorité en 1976.

Cette fois-là, dira-t-on, ce sont les nationalistes progressistes, émergents comme l'ALN une génération plutôt du Parti libéral, qui ont eu le haut du pavé et non les autonomistes conservateurs. Ils ressusciteront comme ADQ, eux aussi issus des Libéraux, mais échoueront à damer le pion au PQ après l'avoir dépassé le temps d'une élection en 2007. Il faut dire que le PQ avait absorbé la frange droitiste des souverainistes soit, dès sa fondation, le Rassemblement national (RN) puis une partie de l'UN, dont son chef²⁰, qui a tenté un retour dans les années 70. Cette fois-ci, c'était les nationalistes progressistes qui avaient absorbé ceux conservateurs... mais au prix électoraliste de leur subséquente néolibéralisation.

Le constat d'une victoire électorale du PQ ignorerait l'échec du projet souverainiste péquiste sensé apporter libération nationale et émancipation sociale. Ce projet n'en finit plus d'agoniser tant est forte l'emprise du néolibéralisme dont se réclame le PQ après avoir simulé un « préjugé favorable envers les travailleurs ». Car une bonne moitié des francophones ne sont pas prêts à risquer un « trou noir » (Jean Charest) ou des « turbulences » (Pauline Marois) à la fin 1970 pour seulement changer « le flag s'ul hood » (Jean Chrétien). Sans compter les anglophones et allophones qui rejettent cette indépendance ratatinée réduit à l'obligation d'apprendre le français tout en laissant tomber le grand Canada pour un p'tit Canada qui en serait, en termes socio-économiques, sa copie conforme en français.

Encore une fois la tentation du même front populaire

La grande récession qui a débuté par la crise de 2008 marque le troisième choc économique, après la grande crise des années 30, qui a vu l'échec de l'ALN muée en UN, et les crises-stagflation de la période 1974-1982²¹ débouchant sur le néolibéralisme qui a vu le premier gouvernement du PQ. Comme pour les deux crises précédentes, apparaissent de nouvelles moutures souverainiste et autonomiste sur fond d'une corruption généralisée qui n'en finit pas même après la Commission Charbonneau. Comme la transition vers une nouvelle période n'est pas abouti, si elle aboutit, le PQ fédère encore les nationalistes de l'« extrême centre ». Québec solidaire a rallié ceux de gauche, sauf une minorité restée collée aux directions syndicales qui ne lâchent pas le PQ, tout en ralliant une minorité d'internationalistes indépendantistes. En terme d'attrait électoral c'est cependant la CAQ, le parti des nationalistes autonomistes, qui domine.

Si la CAQ trouve ses racines dans les deux partis principaux, les Libéraux par l'ADQ et le PQ par son chef, la grande particularité de la nouvelle période reste l'origine populaire de Québec solidaire puisée surtout chez les organisations féministes et communautaires où militent les femmes et chez les altermondialistes et mouvement étudiant où ce sont surtout les jeunes qui y participent. Ce n'est pas que les deux périodes précédentes n'ont pas connu ce type de parti mais ils étaient au Québec marginaux (Parti ouvrier, Parti communiste, Parti social-démocrate, Parti socialiste,

17 Université de Sherbrooke - École de politique appliquée, [Croissance annuelle du PIB \(Canada\)](#), Perspective monde

18 Linteau, Durocher, Robert, Ricard, Le Québec depuis 1930, Boréal, Montréal, 1986, page 655

19 Équipe du Boréal Express sous la direction de Denis Vaugeois et Jacques Lacoursière, Canada-Québec, Synthèse historique, Édition du Renouveau pédagogique, Montréal, 1978, page 564

20 Wikipédia, [Rodrigue Biron](#), visité le 29/04/17

21 Université de Sherbrooke - École de politique appliquée, [Indice des prix à la consommation \(croissance annuelle en %\)](#), Perspective monde

partis marxistes-léninistes) tant était grande l'emprise du nationalisme, conservateur ou progressiste. Après onze ans d'existence aboutissant à des gains électoraux modestes et une appréhension de la montée mondiale de la droite dure et extrême, la tentation est forte de contourner le biais du système uninominal à un tour en prenant le raccourci d'une entente électorale d'autant plus que le mouvement social québécois est à terre comme on le verra plus loin.

Même la balance du pouvoir, le cas échéant, ne garantit rien. Québec solidaire laissera-t-il passer une politique de droite hors entente, par exemple une budget d'austérité ? Et si le PQ minoritaire ne respecte pas l'entente, qui dit que la conjoncture sera propice à Québec solidaire pour précipiter une nouvelle élection ? Ce sera évidemment pire en cas d'un gouvernement majoritaire péquiste réduisant Québec solidaire à l'impuissance. Dans tous ces cas de figure, ce sera Québec solidaire à qui l'électorat fera porter le chapeau du partenaire dupé. Il faudrait ici se rappeler la fable de La Fontaine du pot de fer et du pot de terre dont la morale de gauche pourrait être « *Ne nous associons qu'avec nos [partenaires sociaux] ; Ou bien il nous faudra craindre le destin d'un de ces pots* ».

Un mouvement social au plancher...

Ce n'est là toutefois que considérations tactiques. Pour secourir le tacticien empêtré, l'analyste de prédilection de Presse-toi-à-gauche propose de déployer « *"le mouvement social en marche du Québec", ou encore "la convergence populaire", ou aussi "le front uni des organisations citoyennes, sociales et populaires", ou peut-être "la société civile d'en bas en mouvement du Québec"* »²². L'analyste ne sait-il pas rendu compte que le mouvement social québécois est au plancher sans qu'on perçoive une lutte majeure à l'horizon ?

La défaite du Front commun de 2015, qui a renoncé à une grève générale de trois jours dûment voté en décembre 2015, entraîne une saignée²³ de la centrale identifiée au syndicalisme de combat au bénéfice de petites centrale corporatives. La crise syndicale québécoise devient paroxysmique²⁴. La campagne pour le salaire minimum de 15\$ lui sert de bouée de sauvetage malgré la disparition des grèves centrées sur cette question. Le mouvement des femmes du Québec rate jusqu'ici le renouveau mondial du mouvement parti de Pologne, d'Argentine et des États-Unis aboutissant, le huit mars dernier, à une « *grève internationale des femmes [...]* rejointe par cinquante pays »²⁵.

Le mouvement étudiant n'est plus que l'ombre de lui-même depuis que Printemps 2015 a dégénéré en débandade gauchiste. Le mouvement contre les hydrocarbures n'a pas été en mesure, malgré une opinion publique favorable, d'organiser une mobilisation d'envergure contre la loi 106 adopté en décembre 2016 laquelle loi « *ouvre la voie à l'industrie pétrolière et gazière* »²⁶. Que dire de la tuerie islamophobe de Québec qui a jeté une douche d'eau froide sur la société québécoise sans qu'elle ne soit capable, après un moment de grande émotion, de rectifier le tir.

...en besoin d'un électrochoc

Certes, le mouvement social québécois, même sonné et désorienté, conserve toutes ses structures... y compris l'emprise de ses grandes et petites bureaucraties. De médiatiquement quasi invisibles luttes locales l'irriguent. Par exemple dans le quartier montréalais d'Hochelaga-

22 Pierre Mouterde, [La seule convergence qui vaille](#), Presse-toi-à-gauche, 18/04/17

23 Amélie Daoust-Boisvert, [La CSN perd officiellement 25000 membres](#), Le Devoir, 14/04/17

24 René Charest, [Perte de plus 20,000 membres à la CSN : que s'est-il passé ?](#), Presse-toi-à-gauche, 18/04/17

25 Penelope Duggan et Cinzia Arruzza, [8 Mars 2017 : Les féministes montrent la voie](#), Inprecor, mars-avril 2017

26 Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste au Québec, [La Loi 106: un déni de science et de démocratie](#), 19/12/16

Maisonneuve existent une mobilisation des riverains questionnant la Cité de la logistique²⁷ et une autre animé par le Comité BAILS pour un « *Pôle Assomption : 100% logement social* ». À l'échelle nationale, après le passage à vide post loi 106, le mouvement contre les hydrocarbures reprend son bâton de pèlerin²⁸. Une myriade de petites flammes vacillent prêtes à ré-embraser une plaine asséchée par l'austérité, la répression, l'angoisse d'un monde en chamaille et la lassitude des défaites. Mais une telle conjoncture de démobilisation ne permet pas d'asseoir une stratégie électorale d'ici un an et demi sur le mouvement social. Elle en impose plutôt une qui vise à le secouer pour le sortir de sa léthargie.

Se lier au PQ, ou même à Option nationale, serait la meilleure façon de l'enliser davantage. Les ententes minimalistes pour une proportionnelle compensatoire ou mieux (pire) encore supposent dans le cadre d'un système nominal à un tour, si elles sont sérieuses, au moins un partage partiel des circonscriptions et une retenue des critiques réciproques (pacte de non agression). Non seulement seraient ainsi imposé l'axe traditionnelle fédéralisme-souverainisme — les Libéraux et leurs grands médias y verront — mais ce serait fait en effaçant l'axe droite-gauche car la droite dominera les deux camps, totalement ou comme partenaire senior. On sait que cette voie de garage ne mène pas à l'indépendance mais est un retour à l'autonomisme duplessiste. Inutile de dire que l'effet sur le mouvement social sera débilant. Au mieux il créera un attentisme pour la proportionnelle qui de réforme souhaitable deviendra un Deus ex machina dont on attend tout.

Revenir à la centralité du plan d'action / plate-forme pour le projet de société...

Il s'agit plutôt de contribuer à ressusciter l'espoir en donnant une perspective, c'est-à-dire de proposer au mouvement social un projet de société alternatif doublé d'un plan d'action pour y arriver. En langage électoral cela se traduit par programme et plate-forme. Le dernier congrès Solidaire de révision du programme au printemps 2016 a justement mis en lumière les points névralgiques de ce projet de société. Ce sont justement ces points que le chroniqueur du Devoir voudraient voir rejeter, à défaut reléguer aux discours du dimanche sinon mis sur les tablettes comme c'est actuellement le cas. Il faut y ajouter une diminution des émanations de gaz à effet de serre des deux tiers d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990, conformément aux objectifs des Accords de Paris, tout en écartant les néolibéraux et dysfonctionnels marché et taxe carbone.

Restait à concrétiser le tout par une plate-forme. En toute logique, on attendait une première version de cette plate-forme lors du congrès suivant au printemps 2017 sinon plus tôt. Ce qu'a compris le PQ qui a rendu public son projet de plate-forme dès janvier. Étant donné la radicalité attendue de la plate-forme Solidaire, deux ans de débats n'auraient pas été de trop pour son enracinement populaire d'autant plus que le parti ne peut compter sur aucun média important pour le soutenir. On a plutôt droit à la fuite en avant d'une consultation du mouvement social, dont on ne voit pas encore la trace, sur la base d'une page blanche doublé d'un énième débat sur les alliances sur la base d'une entente minimaliste acceptable par le PQ. C'est là une solution de continuité par rapport au congrès de 2016. Cet escamotage que vient couronner la venue programmée de GND comme sauveur suprême n'a pas d'autre but que de saboter le résultat du congrès sur la révision du programme qui confirmait l'antilibéralisme du parti ouvert à l'anticapitalisme.

... en rejetant immédiatement toute entente avec le PQ

Afin de retrouver le courant de la rivière avant qu'il ne soit trop tard, il est impératif de rejeter dès le prochain congrès toute idée d'entente avec le PQ, soit de voter pour l'option 'A' du Cahier de résolutions. Sans ce rejet noir sur blanc, le parti restera coincé dans le cul-de-sac de l'eau stagnante du débat sur l'entente qui, quelque soit l'ordre du jour formel du congrès de l'automne, restera de

27 Québec solidaire Hochéla-Maisonneuve, [Québec solidaire Hochéla-Maisonneuve appuie la demande citoyenne pour une consultation publique sur la Cité de la logistique](#), 7/02/17

28 Radio-Canada Mauricie-Centre-du-Québec, [Une nouvelle campagne contre les hydrocarbures au Québec](#), 23/04/17

facto la priorité du parti et non la plate-forme. Et attention ici aux mille et une variantes molles ou dures que prendra l'option du oui à l'entente, de celle abracadabrante d'une entente même avec la CAQ pour seulement la proportionnelle le temps d'un mandat court, à celle bardée d'une liste de conditions dans l'espoir d'un rejet — ou est-ce le contraire — par le PQ dont l'opportunisme du discours est proverbial.

Lancer tout de suite le débat pour la plate-forme

Le mot d'ordre du parti à partir de ce mai-ci devrait être « En avant pour construire la plate-forme ». Malheureusement, la statutaire Commission politique a esquivé ses responsabilités préparatoires en s'en remettant pour sa tâche clef à un comité technique ad hoc qui a coopté les principaux responsables de cette commission. Pour l'instant, ce comité se contente de faire une « revue de littérature » à propos des moyens à déployer pour atteindre les cibles de réduction de gaz à effet de serre (GES). Sauf que l'écrasante majorité des rapports techniques disponibles acceptent le cadre du marché. Ils s'en tiennent donc à des solutions compatibles avec la domination des transnationales et avec le financement écologique par la taxe et le marché carbone. Il s'ensuit que ce comité est programmé d'avance pour saper les cibles votées et non pas pour accoucher d'un plan d'action audacieux. Heureusement existent des exceptions comme la proposition de Coalition climat Montréal du « grand virage » et celles de l'IRIS qui s'appuient sur la prééminence de la planification publique et du financement étatique basée sur une réforme fiscale redistributive.

Le travail des experts ne peut qu'être complémentaire et subordonné à une préparation politique. Il s'agit de lancer le débat de la plate-forme dès la fin du prochain congrès dans tout le parti, de haut en bas, sur la base d'une ébauche dut-elle être très imparfaite. Il ne suffit pas non plus de se contenter de rejeter le PQ et de souligner la nécessité d'une plate-forme. Les partisans de l'entente avec le PQ proposent déjà une plate-forme concrète dut-elle se réduire à la proportionnelle compensatoire... le reste étant implicitement la plate-forme du partenaire majoritaire connue depuis cinq mois. Pour convaincre, les partisans du rejet ne peuvent se contenter du côté négatif de la médaille. Une ébauche concrète de plate-forme s'impose sans plus tarder. On ne peut lui substituer des généralités ronflantes mais sans engagement — même pas le salaire minimum de 15\$ — par peur du radicalisme exprimé par le congrès du printemps 2016 et honni par le chroniqueur du Devoir²⁹.

On trouvera en annexe ma proposition d'une ébauche de plate-forme pour « un Québec indépendant de plein emploi écologique pour sortir du pétrole ». Elle s'inspire des discussions au comité thématique sur l'environnement et l'énergie du parti lequel comité a malheureusement cessé de se réunir depuis un certain temps. Cette proposition est susceptible de démarrer dès maintenant un débat sur la plate-forme.

29 Bernard Rioux, [Québec solidaire, la seule véritable alternative politique !](#), Presse-toi-à-gauche, 25/04/17

Un Québec indépendant de plein emploi écologique pour sortir du pétrole

Pour éviter l'isolement que l'alliance avec le PQ prétend résoudre, il faut proposer une alliance populaire qui ne peut que s'adresser aux mouvements sociaux et surtout à la jeunesse qui déserte la cause indépendantiste... à moins qu'elle ne soit comprise comme indispensable à la cause écologique et à celle de la justice sociale dont le caractère écologique est sous-estimé. Idem pour la cause de la paix mondiale. Tant la répression que le militarisme et ses guerres, envenimées par la crise climatique, dévastent l'environnement par la grande intensité énergétique des armées, par ses destructions appelant une nécessaire reconstruction forcément énergivore et par la paralysie sociale due à haine faisant le lit de l'impérialisme et de sa contrepartie, le djihadisme.

Une plate-forme de plein emploi écologique sur la base des décisions du congrès du printemps 2016 sort le peuple québécois des pièges péquistes. La direction Solidaire craint de ne pas avoir la réponse parfaite pour populariser la nouvelle cible radicale, mais conforme à la science et aux objectifs des Accords de Paris, de baisser des deux tiers d'ici 2030 par rapport à 1990 les émanations de GES, et pour faire connaître l'opposition du parti tant au marché qu'à la taxe carbone. Elle craint d'être perçue comme sectaire en allant faire paître le PQ et son factice mouvement populaire, les Organisations unies pour l'indépendance (OUI). Pourtant la campagne au nom du socialisme de Bernie Sanders a démontré que des millions de personnes aux États-Unis ont compris la nécessité de solutions radicales. En serait-il différent dans le Québec du Printemps érable ? La réponse à la montée de l'extrême-droite populiste ne peut être que la radicalisation de la gauche invitant le mouvement social à la suivre et la participation sans retenue aux luttes populaires... terriblement absentes pour l'instant.

De grands chantiers écologiques au cœur de la plate-forme

Le radicalisme du dernier congrès sur la crise climatique appelle à une plate-forme qui soit une remise à niveau et un élargissement du Plan vert pour sortir du pétrole de 2014. Il faut réhabiliter selon la fine pointe de la technologie écologique d'ici 2030 l'ensemble du stock de bâtiments du Québec tout en faisant connaître la possibilité de bâtiments à quasi consommation zéro d'énergie comme la bibliothèque publique de Varennes. Plus crucialement, car c'est là où le bât blesse, il faudra imposer en 15 ans le transport électrique des livraisons de proximité à partir de pôles de transbordement maritime-rail et être très avancé dans la transition du transport à longue distance par cabotage et par train intermodal. Le transport des personnes devra être assuré majoritairement en 2030 d'abord et avant tout par le transport collectif électrifié et un complément d'auto-partage communautaire plus important dans les petites villes et les villages.

Québec solidaire est un parti de gauche qui pressera le citron capitaliste. Il ne subventionnera pas les entreprises qui abaisseront leurs coûts suite à davantage d'efficacité énergétique, à laquelle elles seront tenues, car ça leur sera profitable en bout de ligne. Le parti les obligera à se doter d'une politique d'écologie du lieu de travail, en accord avec les syndicats à promouvoir partout, assurant la sécurité du travail et au travail. Les entreprises, individuellement et conjointement, seront tenues de reconverter les emplois devant être supprimés pour des raisons écologiques. La Banque d'État préconisée par les Solidaires sera prête à financer les PME délaissées par les banques de même que les petits et moyens propriétaires devant rénover leurs logements tout en assurant une protection des loyers. L'ensemble des institutions financières et para-financières sera mobilisé pour financer à bon compte la plate-forme pour le plein emploi écologique.

Ces grands chantiers écologiques seront la voie royale vers le plein emploi, épine dorsale de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, que l'on pourra à juste titre qualifier d'écologique. Ces grands chantiers du Plan vert Solidaire annonçaient 160 000 emplois. La plate-forme pour le plein emploi écologique y ajoutera un réinvestissement massif anti-austérité dans les services publics car ces emplois sont aussi écologiques en plus d'être féministes parce que les femmes en sont les principales bénéficiaires tant comme travailleuses rémunérées que domestiques. Ces emplois requièrent en effet une masse d'énergie humaine mais très peu d'énergie fossile tout comme ils enrichissent les relations personnelles aux dépens du consumérisme. Une mauvaise santé découle de près ou de loin d'une cause environnementale à commencer par le stress compétitif.

Ces grands chantiers se combineront à la baisse du temps de travail à 35 heures semaine sans baisse de revenu ce qui libérera du temps pour socialiser, s'éduquer, créer et militer, contrepartie du consumérisme. Ce Québec de plein emploi écologique et social, suffisamment sensibilisé, se dotera d'une politique d'immigration sans frontière pour combler les postes vides et enrichir sa culture. La hausse du salaire minimum à 15\$ est aussi écologique car une travailleuse pauvre est forcée à acheter de la pacotille vite à renouveler, de la nourriture agro-industrielle et souvent une vieille auto énergivore tout comme à louer un logement mal isolé.

Québec solidaire n'attendra pas les Calendes grecques pour légiférer en termes de zonage, de code du bâtiment et autres obligations afin d'amorcer le processus d'une ville sans auto solo et sans bungalow, atteignable dès 2050. La ville nouvelle aura comme complément une agriculture biologique de fermes familiales et coopératives adéquatement soutenues pénétrant le tissu urbain et liée à la ville par un maximum de circuits courts impliquant obligatoirement les entreprises de distribution alimentaire.

Les ménages québécois, une fois informés par une adéquate campagne d'information, seront heureux de ce soulagement budgétaire consistant à se débarrasser de leurs automobiles en faveur d'un transport public gratuit du XXI^e siècle qui n'a rien à voir avec le REM (voir annexe), de renoncer à la maison unifamiliale et même en rangée en faveur d'un logement collectif de qualité adossé à des services de proximité, à un réseau bicyclette-piéton et au transport public, y compris l'autopartage, et avec accès à l'agriculture urbaine au sol ou sur les toits.

Un plan financièrement réaliste, à gratuité mobilisatrice et requérant l'indépendance

Il faut arrêter de flipper à propos du financement. Le Plan vert 2014 prévoyait cinq milliards l'an, ce qui permet d'amorcer la pompe. Une réforme fiscale en profondeur, dont le blocage des paradis fiscaux, y suffirait. La Coalition mains rouges a démontré que le seul Québec fédéral pouvait aller chercher dix milliards \$ de plus l'an en revenus fiscaux supplémentaires. Le cadre financier Solidaire 2014 prévoyait des revenus fiscaux extra de treize milliards \$ l'an. Rappelons que financement ne signifie pas nécessairement dépense budgétaire mais investissement récupérable. On finance les mégawatts de la réhabilitation énergétique des bâtiments et les flottes de camions électrifiés de la même façon que les mégawatts d'Hydro-Québec. Sauf que l'usager payeur, par la conservation de l'énergie, débourse moins pour payer sa dette que ses frais énergétiques initiaux.

La clef de voûte mobilisatrice de la plate-forme pour le plein emploi écologique en est la gratuité du transport collectif sur dix ans. Il l'est déjà à l'intérieur de petites villes comme Chambly, Ste-Julie et Beauharnois. Cette revendication-clef a le même potentiel mobilisateur que la gratuité scolaire l'a été pour le Printemps érable 2012. La gratuité scolaire, comprise dans le cadre d'une éducation citoyenne non marchande, est de soi écologique. Elle ouvre la porte à la compréhension scientifique des grands équilibres écologiques et des causes des crises écologiques qui ont tout à voir avec l'accumulation capitaliste. Elle débouche sur la recherche et la mise en place de solutions qui ont tout à voir avec la socialisation des grands moyens de production dont la Finance, les système de transport et d'énergie et les entreprises d'exploitation des ressources naturelles. Évidemment, les écoles privées et la recherche universitaire prise en otage par les grandes entreprises, réservées à une élite, bloquent ce changement d'où la nécessité de supprimer les premières et de socialiser la seconde.

Le plein emploi écologique nécessite l'indépendance pour détenir les pouvoirs constitutionnels pour le réaliser et surtout pour se débarrasser de l'humiliant et paralysant fardeau du *Quebec bashing* : Les pouvoirs pour contrôler la Finance et les changes grâce à une monnaie nationale, ceux pour que le Québec ne devienne pas une passoire pétrolière et gazière et pour qu'il se sorte d'accords de libre-échange masquant la dictature des transnationales. Ces pouvoirs seront au cœur de l'apport Solidaire à la Constituante à convoquer sans plus tarder tout comme le parti réclame dès maintenant une série de réformes démocratiques centrées autour de la proportionnelle compensatoire, d'assemblée de reddition de compte et de droits de rappel des personnes élues.

Un tel projet de société emballant redonnera le goût du français à la jeunesse qui n'accepte pas la répression linguistique sauf celle contre le patronat en ce qui concerne la langue de travail et celle commerciale. Il facilitera l'intégration des communautés culturelles, surtout en termes d'emploi, et leur adhésion à la québécoité, dont le français, loin du néolibéralisme guerrier que fuient les réfugiées. Il favorisera les relations de peuple à peuple, y inclus ceux canadien et étasunien, pour obtenir leur accord au projet indépendantiste et pour établir des ententes commerciales, financières, scientifiques, culturelles réciproquement avantageuses et, pourquoi pas, pour aller dans la même direction que le peuple québécois... ou vice-versa.

Annexe : Une alternative écologique et populaire au REM, au même coût

Le REM sert les intérêts de la Finance, de « l'industrie de la corruption » et de Bombardier et « oublie » tant l'est de Montréal que le restant du Québec. Comme alternative au même prix, on peut s'inspirer du « Grand virage » :

— Pour un budget semblable au REM, le Grand Virage inclut les lignes suivantes de tramway : 1. Anjou/Pie-IX/CHUM ; 2. Laval (Saint-Mart in)/Pie IX/méto Pie-IX ; 3. Méto Lionel-Groulx/Lachine/aéroport ; 4. Centre-ville/pont Champlain/Dix30 ; 5. Centre-ville/pont Champlain/Taschereau/méto Longueuil ; 6. Centre-ville/Côte-des-Neiges ; 7. Le Carrefour/méto Montmorency/Bois-Francis.

— Le Grand Virage inclut aussi 3 stations de méto : Pie-IX, Poirier et Bois-Francis.

— Il sera même possible de financer une ligne de tramway à Gatineau et une à Québec.